

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Budget du Québec 2018-2019

Les économistes invitent le gouvernement à la prudence

Québec, 14 mars 2018 – L'Association des économistes québécois a transmis au ministre des Finances du Québec un avis contenant ses recommandations quant au contenu du budget 2018-2019 qui doit être présenté à l'Assemblée nationale au cours des prochaines semaines.

Dans l'avis préparé par son Comité des politiques publiques – un groupe d'une quinzaine d'économistes aux expériences et aux compétences variées –, l'Association souligne que la bonne performance actuelle de l'économie du Québec pourra difficilement se prolonger au cours des prochaines années. À l'évolution très lente de la population active s'ajoutent les effets possibles de la révolution numérique et du protectionnisme américain sur plusieurs secteurs de l'économie québécoise, de sorte que l'économie québécoise pourrait avoir de la difficulté à maintenir son rythme de croisière. Le Comité est également préoccupé par le fait que la durée exceptionnelle de la croissance mondiale actuelle laisse planer le risque qu'une récession se produise au cours des prochaines années.

Dans ce contexte, l'Association est d'avis que le gouvernement devrait s'assurer d'avoir les ressources financières suffisantes pour relancer l'économie lorsque le besoin se fera sentir sans toutefois renoncer à ses objectifs de réduction de la dette. À cet égard, le Comité rappelle que les mesures prises pour pallier les effets de la crise de 2008-2009 ont contribué à une accumulation de déficits budgétaires de l'ordre de 16,4 milliards \$ dans les années subséquentes.

En conséquence, d'ici à ce que des besoins de relance conjoncturelle n'apparaissent, l'Association estime que le gouvernement devrait affecter tout surplus budgétaire à la réserve de stabilisation plutôt qu'à des baisses d'impôt ou à de nouveaux programmes de dépense.

Dans la répartition des crédits budgétaires, l'Association invite le ministre des Finances à accorder la priorité à l'éducation qui engendre des effets positifs sur la productivité et sur l'employabilité. Compte tenu de la rareté croissante de la main-d'œuvre, elle recommande aussi de poursuivre l'implantation de mesures incitant les sexagénaires à demeurer plus longtemps sur le marché du travail. Elle propose également que le gouvernement aide davantage les entreprises québécoises à prendre le virage numérique et à combler les retards qu'elles ont pu prendre en matière d'automatisation et de commerce en ligne.

Du côté des revenus, l'avis réaffirme les souhaits déjà exprimés par l'Association à l'effet de simplifier le régime fiscal et de miser davantage sur la taxation plutôt que sur l'impôt. Il encourage aussi le gouvernement à démontrer un leadership et à être davantage proactif concernant la proposition de mesures visant à contrer les détournements de revenus et de profits vers des paradis fiscaux de même que celles visant le contrôle fiscal du commerce en ligne transitant par des sites étrangers.

L'avis réitère également certaines recommandations formulées lors des budgets antérieurs et visant l'amélioration de la transparence par le biais de la création d'un poste de directeur parlementaire du budget et la publication de rapports d'évaluation des politiques et des programmes. L'Association préconise en outre que les documents budgétaires fassent état des effets différenciés selon le sexe des mesures proposées.

Le texte complet de l'avis de l'Association peut être consulté à l'adresse :

<http://economistesquebecois.com/files/documents/6c/08/consultation-preubudgetaire-2018-2019-version-finale-24-janvier-2018.pdf>

CONTACT

Yves St-Maurice, président
Comité des politiques publiques
514-776-6546

Bernard Barrucco, directeur général
Association des économistes québécois
418 663 6613